



PARCE QUE LES ALERTES NE SUFFISENT PLUS !

La CGT lance l'alerte depuis des années sur les dangers des réformes et remodelages successifs des politiques sociales et de santé. La fermeture de lits, la refonte des organigrammes, l'abandon de la formation professionnelle, la rationalisation des moyens par la masse salariale, la suppression de postes, le refus d'une politique salariale digne de l'investissement des salariés et le refus d'augmenter les salaires alors que le coût de la vie, lui, n'a cessé d'augmenter, la sourde oreille portée aux alertes sur les conditions de travail médiocres, les burn-out, les risques psychosociaux...

La CGT dénonce depuis le départ les dangers des disparités et iniquités que le Gouvernement, par la main de Mr Laforcade, instaure en mettant en œuvre le Ségur. Elle alerte depuis le début sur le risque d'accentuer le fossé entre salariés et secteurs et d'en arriver à un point de non-retour, déjà prédit depuis des années.

Ce Ségur a tout accéléré, et voici nous y sommes. Le Gouvernement et ses représentants territoriaux étaient pourtant prévenus. Cependant il faut croire que nos paroles n'ont jamais eu aucune légitimité et n'ont jamais été prises au sérieux. Une traduction sans équivoque du « quoi qu'il en coûte ».

LES SALARIE.E.S SOUFRENT ET S'ESOUFLENT !!!

Pour l'ARS, tout va bien ! Tout est sous contrôle ! Mais voici ce qui se passe dans les établissements médicosociaux :

- **Des salariés qui fuient le médicosocial** pour d'autres secteurs où le Ségur est appliqué, où des primes à l'embauche sont dispensées et où il est donc possible de travailler pour un salaire décent.
- **Certains établissements fonctionnent avec moins de la moitié des effectifs.** Les remplaçants ne viennent pas, les intérimaires non plus, et personne ne veut signer un CDI pour si peu de salaire.
- La conséquence est très grave : **les établissements fonctionnent mal et bientôt ne fonctionneront plus.** Les salariés, déjà **sous l'eau, se noient.** Des prises en charge ne peuvent plus se faire dans les conditions qu'il faudrait, poussant certains établissements à effectuer des **évacuations sanitaires pour sauver la vie** de personnes accompagnées. Malheureusement, **certains n'ont pas eu cette chance.**

Que vaut le secteur social et médicosocial ? Que valent leurs salariés ?

Que valent les personnes accompagnées ?

L'application du Ségur en janvier prochain pour une infime partie des salariés du secteur (quelques salariés des ESMS financés par l'ARS) n'y changera rien : les salaires resteront faibles et les disparités entre établissements et secteur persistera, d'autant plus que pendant ce temps, le Ségur 2 sera appliqué dans le public et EHPAD. Comme on dit, Rebelote !

De plus, le Gouvernement, toujours plus perfide, conditionne l'attribution du Ségur à tout le secteur médicosocial à la réussite de négociations collectives qu'il sait déjà perdues d'avance car elles obligerait à la casse des conventions collectives et des droits des salariés. Avec cynisme et préméditation, il continue de détruire et de libéraliser tout le système social, médicosocial et de santé de notre pays.

Aussi, **le financement de ce Ségur par l'ARS n'est pas garanti à 100%**, laissant un reste à charge aux employeurs qui, pour certains, ne pourront pas suivre. Une nouvelle embuche à l'application du Ségur ?

Et pour cerise sur le gâteau, **le Gouvernement persiste à occulter tout un pan de l'action sociale et médicosociale : la protection de l'enfance.** Aucun des professionnels, eux aussi rémunérés à couteaux tirés, dont le secteur subit années après années des coupes budgétaires, et pourtant bien présent sur le champ de bataille, ne sera concerné.

Le Gouvernement et l'ARS sont reconnus responsables

- ✗ De mettre les salariés dans des situations de travail invivables
- ✗ De la désertion du secteur médicosocial
- ✗ Du dysfonctionnement des établissements
- ✗ De futures fermetures d'établissements
- ✗ Des ruptures de prises en charge parfois dramatiques des personnes accompagnées
- ✗ De discrimination entre salariés et secteurs d'intervention
- ✗ De chantage aux Syndicats des salariés
- ✗ De la mise à mort, en somme, du secteur médicosocial

Le Gouvernement et l'ARS seront donc condamnés à faire face à un scandale d'Etat dont les conséquences dramatiques dépasseront tout entendement.

La CGT Revendique et Exige

- ✓ L'application IMMEDIATE du Ségur à **TOUT** le secteur et **TOUS** salariés du social, médicosocial et de la protection de l'enfance
- ✓ **L'augmentation MASSIVE des SALAIRES** à hauteur de 300€ nets à tous les professionnels du secteur social et médicosocial
- ✓ La mise à disposition de **TOUS les MOYENS** utiles à l'attractivité du secteur social, médicosocial et de la protection de l'enfance
- ✓ La mise à disposition de **TOUS** les salariés de de moyens utiles à l'exercice de leur métier et à l'accompagnement des bénéficiaires
- ✓ L'abandon de la tarification à l'acte
- ✓ La fin du marchandage sur les conventions collectives
- ✓ **DU RESPECT ET DE LA RECONNAISSANCE !**

Nous appelons tous les salariés à se mobiliser le 5 octobre, 11h, face au tribunal, place de la République à Bordeaux, derrière la banderole du social et médicosocial ;

Et se rapprocher de la CGT pour mettre fin à l'innommable !

- **Commission d'Action Sociale CGT Gironde : cgt.cas33@laposte.net**